



**Convention internationale
sur la protection des droits
de tous les travailleurs
migrants et des membres
de leur famille**

Distr. générale
18 novembre 2013
Français
Original: anglais

**Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs
migrants et des membres de leur famille**

Dix-septième session

Compte rendu analytique (partiel)* de la 209^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mercredi 12 septembre 2012, à 15 heures

Président: M. El Jamri

Sommaire

Réunion avec les États parties

* Il n'est pas établi de compte rendu analytique pour le reste de la séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 15 h 15.

Réunion avec les États parties

1. **Le Président** dit que le Comité a été très actif dans le processus de renforcement du système des organes conventionnels et qu'il a déjà adopté certaines des propositions concernant les nouvelles méthodes de travail. Parmi les changements, il convient de mentionner l'adoption d'un calendrier global de présentation des rapports, une nouvelle procédure d'examen du deuxième rapport périodique et des rapports périodiques ultérieurs et une procédure d'examen de la mise en œuvre de la Convention dans un État partie en l'absence de rapport. La présente séance est une occasion importante pour le Comité d'expliquer les changements aux États parties et de débattre des moyens de promouvoir la ratification de la Convention et, pour les États parties, de poser éventuellement des questions.

2. Seulement 16 % des États parties à la Convention ont rempli leurs obligations en matière de rapports, ce qui signifie que le Comité, comme d'autres organes conventionnels, est en retard dans l'examen des rapports des États parties. En l'état actuel des choses, si un État partie soumet un rapport, sept ans s'écouleront avant que le Comité puisse l'examiner. Il a donc été décidé d'adopter un calendrier global en vertu duquel le Comité examinera neuf rapports par an, ce qui signifie qu'en cinq ans la situation dans tous les États qui ont ratifié la Convention aura été examinée. Ceci permettra de résorber le retard accumulé. Bien que cette décision risque de poser des problèmes aux États parties qui n'ont pas encore soumis de rapport initial, la procédure devrait être appliquée dès que possible pour faire avancer les travaux du Comité. Si de nouveaux États deviennent parties à la Convention, des mesures seront prises pour que davantage de temps puisse être consacré à l'examen de leurs rapports.

3. **M^{me} Poussi** explique que, selon la nouvelle procédure adoptée pour examiner tous les rapports autres que les rapports initiaux, le Comité établira une liste de points à traiter préalablement à la soumission du rapport. La liste sera envoyée à l'État partie concerné qui soumettra ensuite un rapport fondé sur ladite liste et répondant aux questions qui y sont posées. Le but de la nouvelle procédure est de faciliter le processus de soumission des rapports aux États parties et de leur permettre de produire un rapport plus ciblé contenant moins d'informations superflues. Il s'ensuivra par ailleurs que moins de demandes d'informations complémentaires seront présentées avant l'examen du rapport de l'État partie. Toutefois, la nouvelle procédure est optionnelle; les États parties pourront décider de soumettre leurs rapports selon la procédure traditionnelle.

4. **Le Président** dit que la nouvelle procédure permettra au Comité de poser des questions plus ciblées et de demander des informations complémentaires concernant des secteurs prioritaires.

5. **M. Tall** dit que 20 États parties n'ont pas encore présenté leur rapport initial, attendu pour certains d'entre eux depuis 2004. En outre, sept pays n'ont pas encore présenté leur deuxième rapport périodique. Le Comité a décidé, à sa seizième session, de modifier son règlement intérieur et d'y ajouter un nouvel article 31 bis pour permettre l'examen de la situation dans les États parties en l'absence de rapport. Ce changement est essentiel pour répondre aux exigences du calendrier global de présentation des rapports et permettra en outre au Comité d'examiner efficacement l'application de la Convention. En l'absence de rapport, le Comité, par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'ONU, soumettra à l'État partie une liste de points à examiner et expliquera que le Comité a l'intention d'examiner l'application de la Convention en l'absence de rapport à une session donnée. L'État partie sera invité à participer à la réunion et à engager un dialogue avec le Comité. Le Comité examinera ensuite la situation dans le pays en question, que l'État partie ait ou non envoyé

une délégation, en se fondant sur les informations disponibles. Des observations finales seront rédigées et envoyées à l'État partie conformément à la procédure habituelle.

6. **M. Kariyawasam** dit que le Comité, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et les États parties doivent conjuguer leur efforts de manière constructive et solidaire pour assurer l'application effective de la Convention. Actuellement, le Comité se réunit deux fois par an; il tient une session de deux semaines et une deuxième session d'une semaine. Les nouvelles procédures, ajoutées au fait que le Comité a commencé à publier des observations générales, signifient que le volume de travail du Comité augmente. Le Comité a donc l'intention de demander à l'Assemblée générale de l'ONU de financer une semaine de séances supplémentaire par an. On compte que sa demande sera examinée par la Troisième Commission et la Cinquième Commission à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale en 2013. Le soutien actif des États parties sera apprécié et contribuera à l'obtention du financement supplémentaire.

7. **M. Carrión Mena** invite instamment les États parties à la Convention à encourager les 34 États qui ont signé la Convention mais ne l'ont pas ratifiée à procéder à sa ratification. Il dit qu'un certain nombre de pays de destination du monde développé ont refusé, pour des raisons politiques ou économiques, de signer la Convention, ce qui est paradoxal car un grand nombre de principes et de droits qu'elle consacre sont contenus dans d'autres instruments auxquels ils sont parties. Il incombe aux États parties de faire pression sur eux. L'ONU a aussi un rôle à jouer, bien que le soutien de l'Organisation à l'égard de la Convention ait été quelque peu réservé par le passé.

8. **M. Wieland** (Pérou) espère que les États parties pourront se conformer aux exigences du calendrier global de présentation des rapports. Il demande si les États parties seront autorisés à fournir des informations supplémentaires en complément des réponses aux questions de la liste des points à traiter. Notant que l'établissement du rapport initial du Pérou est bien avancé, il aimerait savoir de combien de temps un État partie disposera pour répondre à la liste de points transmise après qu'il a manqué à l'obligation de présenter un rapport. Le Pérou est favorable à l'idée du Comité de demander une semaine supplémentaire de réunions par an et partage l'avis qu'aucun effort ne devrait être épargné pour encourager un plus grand nombre d'États à ratifier la Convention.

9. **Le Président** dit que le Comité accueillera avec intérêt toute information supplémentaire que les États parties voudront inclure dans leurs réponses aux questions de la liste des points à traiter. En règle générale, les États parties dont le Comité décidera d'examiner la situation en l'absence de rapport auront jusqu'à douze mois pour répondre à la liste des points à traiter. Le délai pourra être prolongé sur demande.

10. **M. Morales** (Équateur) dit que les efforts tendant à convaincre plus d'États de signer et ratifier la Convention devraient être au cœur de la politique migratoire des États parties. À cette fin une approche coordonnée est nécessaire. Le principal souci des États parties à la Convention est de lutter contre les organisations criminelles dont sont victimes les travailleurs migrants.

11. **Le Président** dit que le Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement prévu pour 2013 sera une excellente occasion de renouveler les efforts pour promouvoir la reconnaissance des droits de l'homme des travailleurs migrants et des membres de leur famille. Le premier dialogue, qui a eu lieu en 2006, a mis en lumière les différences considérables existant entre les États qui sont favorables à la reconnaissance des droits des travailleurs migrants, en situation irrégulière ou non, et ceux qui ne le sont pas.

12. **M. Martínez** (Paraguay) dit que le Gouvernement paraguayen souhaiterait recevoir de la part du Comité un résumé écrit détaillé des nouvelles procédures à l'examen. Il aimerait aussi savoir si le mécanisme d'examen de l'application de la Convention par un

État partie ayant manqué à l'obligation de présenter un rapport ne s'applique qu'aux rapports initiaux.

13. **Le Président** dit que le mécanisme s'applique aux rapports initiaux et aux rapports périodiques et aussi dans les cas où un État partie ne répond pas à une liste des points à traiter préalablement à la soumission d'un rapport.

14. **M. Tall** dit que l'article 31 bis du règlement intérieur modifié a pour but de résorber le retard de présentation de l'ensemble des rapports.

15. **M. Da Fojela** (Timor-Leste) demande quelle procédure le Comité suivra pour demander des fonds afin de tenir une semaine supplémentaire de séances par an.

16. **Le Président** dit que le Comité adoptera un projet de proposition d'ici la fin de la session en cours; il sera inclus dans le rapport annuel du Comité qui sera soumis à l'Assemblée générale le 25 octobre 2012. Le calendrier global de présentation des rapports proposé par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ainsi que d'autres propositions relatives au renforcement du système des organes conventionnels nécessiteront au départ des fonds supplémentaires mais les propositions conduiront à des économies à long terme. Par exemple, le volume et par conséquent le coût des traductions baisseront.

17. **M. Schneider** (Secrétaire du Comité) appelle l'attention sur le rapport du Comité sur ses quinzième et seizième sessions (A/67/48). Des informations sur les nouvelles procédures figurent aux paragraphes 25 et 26 dudit rapport. La résolution dans laquelle le Comité demandera une semaine supplémentaire de réunions par an sera soumise au secrétariat de l'Assemblée générale en 2012 mais ne sera probablement pas examinée avant 2013. Aussi, la question sera-t-elle de nouveau abordée par le Comité dans le rapport sur ses dix-septième et dix-huitième sessions.

Le débat résumé prend fin à 16 h 20.